Fondation Jean Jaurès

Histoire

À PROPOS DU 4 SEPTEMBRE 1870. GAMBETTA ET LA GAUCHE EN RÉPUBLIQUE

Gilles Candar

04/09/2020

Le 4 septembre 1870, la République est proclamée à Paris au lendemain de la défaite militaire de Sedan, voilà cent cinquante ans. L'historien Gilles Candar revient, pour la Fondation, sur les événements autour de cette date et sur le parcours de Léon Gambetta, un des acteurs essentiels de ces années qui, par ailleurs, ont été fondatrices pour les rapports entre la gauche et la République.

Le 4 septembre ne s'est pas imposé comme une grande date du calendrier national. En dehors de la manifestation présidentielle au Panthéon tardivement annoncée et aux intentions assez vagues, son cent cinquantième anniversaire – ou sesquicentenaire souhaiteront dire certains – est célébré discrètement en cet incertain automne 2020 : émissions de télévision (sur Arte) ou de radio, expositions et publications traitent davantage de la guerre de 1870-1871 comme prélude aux deux guerres mondiales du XX^{e} siècle que de l'exceptionnalité politique que marque alors en Europe cet événement[1]. Un grand projet lotois de festivités et de rencontres qu'aurait soutenu la Fondation Jean-Jaurès a dû être annulé en raison de la pandémie. Même l'excellente publication de la direction des patrimoines, des mémoires et des archives du ministère des Armées, *Les Chemins de la mémoire*, passe pratiquement sous silence cette journée dans son plus récent numéro (n°271). Pourtant, ce dimanche de l'année 1870, la République est proclamée. C'est la troisième fois, et l'événement se révèle quasi définitif, après la proclamation implicite du 22 septembre 1792 et celle, faite à titre provisoire, du 24 février 1848. Une quatrième fois aurait été concevable au sortir de la période de l'« État français » à la Libération, mais on sait que le 25 août 1944 le général de Gaulle refuse de proclamer à nouveau la République, puisque celle-ci n'a « jamais cessé d'être ».

La journée du 4 septembre

La République aurait peut-être succédé un jour à l'Empire, mais la guerre entre la France et la Prusse, alliée aux autres États allemands, scelle cette succession dans des conditions précipitées

et dramatiques. Le régime impérial s'effondre parce que son armée principale, commandée par Napoléon III en personne, vient de capituler à Sedan et d'être faite tout entière prisonnière. Tout se passe vite, sans éclat, mais aussi sans grandes difficultés. À Paris, la foule pénètre à l'intérieur du Palais-Bourbon où le corps législatif s'est réuni sous la présidence d'Eugène Schneider. Les débats, portant sur la déchéance de l'Empire et la formation d'un gouvernement de défense nationale, se font de plus en plus tumultueux avant d'être interrompus. Chef de file de l'opposition républicaine, député de Paris, Gambetta entouré de quelques-uns de ses collègues se rend à l'Hôtel de Ville pour y proclamer officiellement la République, non sans avoir plusieurs fois appelé la foule au calme. Un gouvernement provisoire dirigé par le général Trochu, jusqu'alors gouverneur militaire de Paris, est constitué avec des députés de l'ancienne opposition, dont Jules Favre aux Affaires étrangères et Léon Gambetta à l'Intérieur. Le changement de régime est censé favoriser un sursaut national, comparable à celui de 1792 qui avait permis le rétablissement de la patrie envahie. À défaut, il serait possible d'envisager une paix honorable avec l'ennemi si ce dernier acceptait de mettre la responsabilité du conflit au seul débit de l'Empire. Cette double éventualité, on le sait, ne se concrétise pas. Dès les 19 et 20 septembre, lors de l'entrevue de Ferrières, Bismarck indique à Jules Favre son intention d'obtenir l'Alsace et la partie germanophone de la Lorraine. Malgré les efforts du gouvernement de la Défense nationale et quelques succès momentanés, la situation militaire continue à se dégrader : siège de Paris, défaites d'Orléans et du Mans… La victoire de la force sur laquelle comptait tant Bismarck permet la proclamation de l'empire allemand dans la galerie des glaces de Versailles le 18 janvier 1871. Peu de temps après, le gouvernement français doit se résoudre à accepter un armistice (26 janvier 1871)[2]. Les élections rendues nécessaires pour conclure la paix donnent le 8 février 1871 une majorité aux partisans de la fin des hostilités qui se trouvent être aussi des monarchistes déclarés, légitimistes ou orléanistes, ralliés de fait par ce qui pouvait rester du bonapartisme. La situation, déjà assombrie par la guerre et la défaite (140 000 morts), se complexifie encore. Le nouvel exécutif, dirigé par Adolphe Thiers avec des militaires, quelques monarchistes (Louis Buffet, Jules Dufaure, Charles de Larcy), mais aussi les plus modérés des anciens ministres républicains du gouvernement de la Défense nationale (Jules Favre, Ernest Picard, Jules Simon) est confronté à l'opposition de la Commune de Paris (18 mars-28 mai 1871) susceptible de grouper autour d'elle un mouvement en faveur d'une République démocratique et sociale[3]. L'échec de celle-ci et son écrasement sanglant ternissent un peu plus le souvenir de « l'année terrible ». Les préliminaires de paix deviennent définitifs le 10 mai 1871 avec la signature du traité de Francfort : indemnité de cinq milliards de francs et l'abandon à l'Allemagne de presque toute l'Alsace et de la Lorraine mosellane.

Difficile donc depuis de pavoiser le 4 septembre. Comme l'indique Jacqueline Lalouette, il ne serait pas possible de commémorer la proclamation de la République « sans rappeler Sedan, le siège de Paris et la perte de l'Alsace-Lorraine[4] ». L'historienne précise qu'au témoignage de Juliette Adam,

ni Gambetta, ni son collaborateur direct du moment, Charles de Freycinet, n'aimaient ce jour[5]. Le premier président républicain de la République française, Jules Grévy, s'était quant à lui opposé à la forme illégale et brusquée de la journée. Certes, quelque 270 municipalités ont néanmoins choisi d'inscrire le 4 septembre dans la toponymie de leurs voies publiques, mais l'appellation demeure peu connue de nos contemporains et ce chiffre ne représente pas grand-chose par rapport à d'autres grandes dates du calendrier national ou même aux plus de 1500 rues et voies qui honorent la mémoire de Léon Gambetta.

Pas de franche et fière célébration donc, mais le constat que la forme républicaine alors proclamée survécut aux tristes et difficiles événements qui suivirent. Un paradoxe aux raisons multiples qui renvoie à la nécessité de s'intéresser davantage à la personnalité puissante et complexe de Léon Gambetta, toujours célèbre, mais sans doute assez méconnue aujourd'hui. Mort à quarante-quatre ans, Gambetta vécut une vie assez brève, mais intense, à la fois grand avocat, intellectuel épris d'art et d'histoire, animateur de la défense nationale dans la guerre de 1870-1871, mais surtout penseur de la République, son inlassable propagandiste et l'organisateur de sa victoire. Il gouverne peu : cinq mois pendant la guerre, deux mois et demi pendant l'hiver 1881-1882. Cela ne l'empêche pas d'incarner longtemps l'idée et le pouvoir républicain, de les influencer et de participer à leur formation comme à leur mise en place. Ces aspects sont connus et au cœur d'importants travaux largement diffusés[6]. Il n'est pas question d'y revenir ici, mais le 150e anniversaire du 4 septembre nous donne l'occasion de rappeler simplement et brièvement que Gambetta a largement contribué non seulement à instituer la République, mais aussi à structurer en son sein une droite et une gauche aux caractéristiques durables.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

La gauche républicaine contre l'Empire

Gambetta est un républicain de l'Empire, dont les conceptions se sont formées et formalisées en réaction aux principes et aux pratiques impériales. Né le 2 avril 1838 à Cahors, fils d'un commerçant assez prospère, le jeune Léon étudie le droit à Paris. Il appartient à cette génération d'étudiants du Quartier latin qui se forge une identité critique face au régime de Napoléon III. Plusieurs de ces

jeunes auront un destin révolutionnaire ou socialiste : Charles Longuet, Édouard Vaillant, Paul Lafargue… D'autres seront des notables de la politique, de l'université ou des lettres. Philip Nord a fort bien étudié ce « moment républicain » qui précède la victoire des institutions et de l'idéologie républicaines[7]. Jeune avocat, inscrit au barreau de Paris le 27 juillet1861, Gambetta se fait vite un nom. Il participe à la prestigieuse Conférence Molé, publie dans *La Revue politique et littéraire*, dont la liste des collaborateurs comprend nombre de futurs députés, sénateurs et ministres de la République. Il prend part à la campagne pour les élections législatives de 1863. L'opposition l'emporte à Paris. Sa dominante est républicaine, même si quelques orléanistes comme Adolphe Thiers ou le comte Joseph d'Haussonville l'intègrent et constituent ainsi pour quelque temps une Union libérale. Gambetta devient vraiment célèbre en 1868 avec le procès Baudin. Plaidant en faveur du comité pour l'érection d'un monument commémoratif au député tué lors du coup d'État, il s'en prend aux instigateurs de celui-ci, « hommes perdus de dettes et de crimes », attaquant le régime dans son fondement même, avec une violence et une insolence de ton rares.

Lors des élections législatives de mai-juin 1869, Gambetta se présente lui-même à Paris et à Marseille. Sa populaire circonscription de Paris (17^{e}, 18^{e}, 19^{e} et 20^{e} arrondissements) est acquise à l'opposition, mais Gambetta veut s'y imposer et y faire valoir le point de vue de la gauche républicaine, celle qu'on dénomme désormais « radicale ». Tout en se ménageant une certaine autonomie, il souscrit néanmoins aux idées générales du programme – *Le Cahier de mes électeurs* – élaboré par ses mandants de Belleville. Ce cahier offre un résumé synthétique et éloquent du radicalisme, longtemps fameux : application la plus radicale du suffrage universel, instrument de la seule souveraineté légitime, celle du peuple, liberté d'association, de réunion et de presse, séparation de l'Église et de l'État, instruction primaire, laïque, gratuite et obligatoire, élection des fonctionnaires, suppression des armées permanentes, réforme fiscale, abolition des privilèges et monopoles, émancipation morale et matérielle du plus grand nombre par une démocratie régulière et loyale… Gambetta remporte un double et éclatant succès qui le désigne comme chef de file de la gauche républicaine. S'il choisit de représenter la circonscription de Marseille, où il s'est facilement imposé au deuxième tour contre Ferdinand de Lesseps, candidat gouvernemental, il a très nettement devancé dès le premier tour à Paris Hippolyte Carnot, l'ancien ministre de l'Instruction publique de 1848, pourtant vétéran des luttes républicaines. C'est un symbole : à la fois celui d'une nouvelle génération qui supplante celle de 1848, et celui d'un choix de gauche d'une République avancée et sociale contre une République plus modérée.

La gauche républicaine qu'incarne dès lors Gambetta obtient une trentaine d'élus et représente une opposition à la fois crédible et déterminée au Second Empire. Son programme radical et populaire constitue aussi une réponse à la stratégie de Napoléon III. Face à la bourgeoisie républicaine, l'empereur s'efforce, au moins par intermittences, de jouer la carte sociale : droit de coalition en

1864, qui autorise les grèves ouvrières, tolérance des syndicats et divers encouragements aux groupes et sociétés ouvrières afin de raviver la tentation de gauche du bonapartisme et au moins d'éloigner les républicains des milieux ouvriers. Le programme de Belleville et l'engagement à gauche de Gambetta permettent de déjouer la manœuvre. Socialement, politiquement, Gambetta rassemble d'abord son camp avant de l'ouvrir dans un second temps. Il arrivera à d'autres leaders de la gauche de se souvenir de la leçon… Remarquons aussi que la méthode, sur laquelle on a parfois ironisé plus ou moins légèrement – présentation d'un cahier de revendications des électeurs et réponse du député les approuvant dans leur principe tout en maintenant quelques distances –, n'est pas nécessairement obsolète. Il n'est pas impossible qu'elle permette de gérer l'inévitable écart entre les attentes de l'électorat et les possibilités d'action de ses représentants. Par la suite, la gauche usera plutôt de la dialectique « programme minimum/programme maximum » ou de la mise en cause des forces hostiles, « mur d'argent » et autres, qui empêchent l'application du programme salvateur, mais la distinction entre revendications des mandants et engagement du mandataire pourrait redevenir une piste à suivre.

De même, il faut se garder de juger trop simplement l'évolution ultérieure de Gambetta, avérée dès les semaines qui suivent son élection. Il tient compte de la situation, de son évolution et du jeu de ses adversaires comme des alliés potentiels, qui ne restent pas inertes. Napoléon III semble réussir à rétablir sa situation compromise en aménageant un empire parlementaire, prudemment restaurateur des libertés publiques. Il obtient ainsi un éclatant succès au plébiscite du 8 mai 1870 (82% de « oui » aux réformes impériales). Gambetta ne se désespère pas, ne songe pas non plus à se rallier, comme Prévost-Paradol, voire Ernest Picard, mais souhaite organiser la gauche républicaine comme centre de ralliement aux oppositions à l'empire. Conscient de la force des assises rurales du régime dans une France encore largement paysanne, il pense que les républicains doivent en tenir compte, rassurer les campagnes et donc établir ce qu'avec un double anachronisme nous pourrions appeler un front de classes : bourgeoisie et classes populaires urbaines, artisans et paysans des campagnes. Il met en place cette stratégie dès l'année 1870 comme l'a bien montré Jean-Marie Mayeur et il la reprend naturellement après « l'année terrible » de la guerre.

Les gauches en République

Apparemment, le Gambetta d'après la Défense nationale, d'après la défaite et la Commune, prend ses distances avec les milieux les plus à gauche de la République, ceux dont se réclament d'ailleurs le plus souvent les gauches des XX^{e} et XXI^{e} siècles. De fait, les différences, déjà manifestes le 4 septembre, sont anciennes. Les révolutionnaires, rattachés au courant blanquiste ou aux sections de l'Association internationale des travailleurs, condamnent la mise en place du gouvernement

provisoire qu'ils voient comme celui de la « réaction », pactisant avec l'armée impériale et les tenants de l'ancien régime et les orléanistes. Le gouvernement doit s'imposer en province, face à des mouvements comme celui de la Ligue du Midi, et plus encore à Paris où le 31 octobre 1870 une manifestation n'est pas loin de déboucher sur une Commune, fondée sur le refus de tout armistice et la reprise en main de la conduite de la guerre. Une nouvelle tentative a lieu le 22 janvier suivant, sans plus de succès. Jaurès, par exemple, regrettera que le mouvement révolutionnaire n'ait pas pu l'emporter en cette occasion et sauver ainsi, sans doute, Paris et la France, puis déboucher sur une révolution européenne[8]. Il lui est même arrivé de rêver à la coopération qui aurait été alors possible entre Gambetta et un Paris révolutionnaireJ[9]. Peut-être l'illustre député de Carmaux résolvait-il un peu trop aisément les contradictions historiques, aiguisant les différences réelles entre Gambetta et les autres ministres, avec Ferry aussi alors maire de Paris, pour l'imaginer tomber du bon côté et écrire une belle page d'uchronie ? Mais cette illusion, rétrospective et heureuse, dit quelque chose qui demeure au sujet de Gambetta, de la gauche et de la République.

Gambetta n'exerce plus aucune responsabilité publique au moment de la Commune de Paris. Il avait été élu député dans neuf départements en février 1871, et avait choisi cette fois de représenter le Bas-Rhin, mais en minorité au sein de l'Assemblée qui avait accepté les préliminaires de paix et la cession de « l'Alsace-Lorraine », comme Victor Hugo et d'autres, il avait dès le 1er mars donné sa démission. Il rétablit ensuite sa santé ébranlée à San Sebastian, en Espagne, ce qui lui permet de rester silencieux, du moins publiquement, pendant cette période difficile où il est sans prise sur l'événement. Il reprend quelques forces et songe à la suite, exposant sa stratégie à son retour dans un grand discours prononcé le 26 juin 1871 à Bordeaux. Malgré la majorité conservatrice et monarchiste de l'Assemblée nationale, la priorité doit être le maintien du cadre républicain et son organisation durable. Cela passe par un bon usage des divisions de la majorité, fractionnée en divers courants que ne suffit pas à résumer le seul clivage entre orléanistes et légitimistes, et c'est parfois ce seul aspect de l'action de Gambetta pendant cette période qu'on retient. Il est évidemment essentiel, mais il ne doit pas faire oublier que le chef républicain ne perd pas de vue la nécessité d'organiser dans ce cadre une gauche « de critique et de réforme ».

Le discours de Bordeaux détermine les points essentiels de la conquête républicaine des institutions : confiance dans le suffrage universel, respect de la légalité, recommandation de se monter « aussi froids, aussi patients, aussi mesurés, aussi habiles que nous avons été enthousiastes, véhéments [...] » dans l'âge « héroïque, chevaleresque » des commencements. Le Gambetta de cette époque accepte encore d'ailleurs la dénomination de « radical » qu'il abandonnera par la suite. Face à l'évolution de Thiers qui gouverne depuis février 1871 dans le sens d'une République conservatrice implicite[10], les républicains doivent soutenir ce qui permet de définir un terrain d'action commun, la République légale et institutionnelle, en préparant le terme

progressiste d'une alternative en cours de construction : les libertés de presse, de réunion, d'association, la souveraineté « du travail et de la science » et leurs conséquences aussi bien matérielles que morales. Faire du travail et de la science le fondement de la société libre se retrouve jusqu'à nos jours à la base de tous les programmes de gouvernement ou de gestion et de toutes les candidatures de gauche. Lorsqu'il arrive à ses mandataires de l'oublier ou de paraître l'oublier, la sanction électorale est la première marque d'un discrédit profond et d'une impossibilité d'aller plus loin, sauf à tout changer et à cesser de pouvoir se réclamer des forces invocatrices portées par le vocable de « gauche ».

Au demeurant, les élections municipales d'avril 1871, puis les élections complémentaires du début juillet cautionnent la politique de Gambetta. Elles sont nettement républicaines et Gambetta revient à l'Assemblée comme député de la Seine. Il est désormais en mesure de développer sa politique sur le plan parlementaire, mais aussi dans le pays, par des réunions publiques fréquentes et par un journal qu'il fonde, le 7 novembre 1871, *La République française*, complété à partir de 1876 par un autre quotidien, plus populaire et trois fois moins onéreux, *La Petite République française*. Cette association de la parole et de la plume, de la voie parlementaire et de l'appel à l'opinion publique, sera reprise quelques années plus tard par Jean Jaurès, député du Tarn et directeur de *L'Humanité*.

Jaurès a, toute sa vie, profondément admiré la personnalité de Gambetta. C'était vrai quand il était encore un jeune normalien agrégatif, consacrant une de ses rares demi-journées de loisirs libres (une par quinzaine) à venir assister à une séance de la Chambre au cours de laquelle devait intervenir Gambetta : « Il est énorme, mais il a un air de puissance et de bonne humeur : quand il cause, sa figure est merveilleuse de vie et d'intelligence[11]. » Le jeune professeur républicain se place dans son sillage et encore en 1891, soutenant ses thèses de philosophie après un premier mandat parlementaire, il peut associer la « parole humaine, parole de justice, de douceur et d'espérance » à celle de ce nouveau Danton souhaitant « haranguer l'immensité[12] ». Devenu pleinement socialiste, Jaurès ne se départit pas de son admiration et cite souvent ou évoque Gambetta. Après avoir achevé d'écrire les volumes dont il a accepté la charge pour l'*Histoire socialiste (1789-1900)*, il signe le 2 août 1905 avec son éditeur Jules Rouff un nouveau contrat pour écrire une biographie de Gambetta. Celle-ci ne verra pas le jour, mais les travaux et les réflexions de Jaurès alimentent nombre de ses articles ou de ses interventions parlementaires (notamment à la fin 1904, mais encore par la suite dans bien d'autres occasions, explicitées ou non).

Nous n'avons donc pas ici à reprendre la marche de Gambetta vers la victoire politique des républicains, aux élections législatives de 1876 et de 1877, comme aux sénatoriales de 1879 et la prise consécutive et presque immédiate de la présidence de la République, mais à relever les

grandes lignes fondatrices de « la gauche d'action », celle qui entend agir sur le réel pour le transformer et aller vers l'idéal. Un écart peut sans doute se creuser, avec une gauche plus ardente, alors que Gambetta prévient : « Je mets ma politique d'accord avec ma philosophie, je nie l'absolu partout, et alors vous pensez bien que je ne vais pas le reconnaître dans la politique. Je suis d'une école qui ne croit qu'au relatif, à l'analyse, à l'observation, à l'étude des faits, au rapprochement des idées… » (discours à Paris, 15 février 1876). Mais, cet « opportunisme » de principe ne doit pas être ravalé au niveau d'une simple gestion tranquille, modérée et sans perspectives.

Il faut redonner du sens à son discours, parfois victime de l'usure des mots ou des insensibles évolutions langagières. Ainsi, « le cléricalisme, voilà l'ennemi » (Chambre des députés, 4 mai 1877), formule qu'il reprend à son ami Peyrat, conserve une jeunesse d'allure qu'on ne lui soupçonne pas toujours. Gambetta ne vise ni la religion, ni même nécessairement les membres du clergé en tant que tel. C'est un parti politique, doctrine et groupe, attaché à maintenir un ordre social et culturel bien précis au travers de la religion et du clergé, qui est visé. Cela pouvait être un parti clérical, divers mais identifiable, à la fin du XIX^{e} siècle, ce peut être aujourd'hui d'autres partis, et pas seulement dans la sphère catholique, mais ce sont bien des configurations politico-religieuses analogues qui pourraient être concernées. À l'égard de l'Alsace-Lorraine et de sa politique internationale, Jaurès a voulu démontrer que Gambetta ne se refusait pas aux évolutions, qu'il envisageait un dialogue et un rapprochement franco-allemand pour régler les différends autrement que par une guerre de revanche. En politique intérieure, Gambetta manœuvre aussi, afin d'obtenir le vote des lois constitutionnelles de 1875 et de conquérir progressivement l'hégémonie politique. Une des formules qu'il affectionne tout particulièrement est que « la République, c'est la forme qui emporte le fond » et que la méthode républicaine (délibération, travail et savoir) permet de résoudre les problèmes qui se posent à elle. Il faut donc assurer pleinement la liberté de réunion, la liberté d'association, y compris syndicale, la liberté d'expression dans la presse et la liberté municipale, ce qui constitue l'essentiel du bilan législatif du début des années 1880. Gambetta lui-même n'en est pas l'artisan direct, puisque son propre gouvernement ne dure que de novembre 1881 à janvier 1882. La question de la révision constitutionnelle et de la modification du mode de scrutin est souvent donnée comme la raison fondamentale de son isolement puis de son échec. Mais il ne faut pas se dissimuler que derrière se jouait l'équilibre plus ou moins démocratique du régime : le Sénat conservateur demeurait la garantie suprême contre le vote de lois sociales et coûteuses. Nombre d'amis politiques de Gambetta ne voulaient ni d'une réforme fiscale, ni du « rachat » (nationalisation dirions-nous plutôt dans le langage actuel) des compagnies ferroviaires : outre Charles de Freycinet et Henri Brisson, Léon Say surtout s'abstient de participer au « grand ministère[13] » et rend son existence très précaire. C'est aussi la confirmation que même à l'apogée de la « République opportuniste » Gambetta reste un homme d'ambition politique et d'idéal, pas tout à fait récupérable par la simple gestion, un ferment d'idées – et de réalisations possibles – de

gauche. D'où sans doute sa chute rapide, mais aussi sa capacité à incarner un idéal démocratique et républicain encore actif.

En son temps, cette politique est diversement reçue. N'idéalisons pas et ne dissimulons pas les déchirures. Les socialistes, rescapés de la Commune ou nouveaux venus, détestent Gambetta presque autant que Ferry. Sous la plume de Jules Guesde comme sous celle d'Édouard Vaillant, on peut lire à son encontre les injures les plus vives. Certes, leurs journaux sont peu lus et n'ont qu'une existence difficile et souvent brève. Le premier groupe « ouvrier » ne se constitue à la Chambre qu'en 1885, trois ans après la mort de Gambetta, et selon le mot de Jaurès le socialisme apparaît alors comme « un remous presque ignoré des courants et des vagues à l'extrémité aiguë d'un cap solitaire[14] ». Mais voici comment un coopérateur, proche de Brousse et souvent présenté comme un socialiste « modéré », un « possibiliste » de l'aile droite, présente le « gambettisme » : « Ce mot ne résume-t-il pas les ambitions, les vices, les fourberies, les lâchetés et les crimes de cette horde de jouisseurs éhontés à qui le borgne de Cahors a permis de prendre part à la curée opportuniste ?[15] » Cela donne une idée du discours socialiste ordinaire à son égard.

Une bonne part de l'ancienne gauche républicaine ne se retrouve pas non plus dans la politique suivie par Gambetta. Celle-ci constitue l'extrême gauche radicale, qui demande l'application intégrale et rapide du programme républicain. Camille Pelletan ironise sur les « petits progrès », les « petites réformes » des hommes d'État qui imitent la tortue et le limaçon. Souvent acerbe, Georges Clemenceau concède que derrière les différences reconnues de méthodes se cachent des divergences plus fondamentales sur « l'idée républicaine » elle-même[16]. Radicalisme et socialisme s'opposent entre eux, mais ils sont capables de lutter tout aussi vigoureusement contre le strict républicanisme de Gambetta. Ce dernier avait peu de goût pour les « utopies de ceux qui, dupes de leur imagination ou attardés dans leur ignorance, croient à une panacée ». Pour lui – la formule a été souvent reprise –, « il n'y a pas de remède social parce qu'il n'y a pas une question sociale. Il y a une série de problèmes à résoudre, de difficultés à vaincre, variant avec les lieux, les climats, les habitudes, l'état sanitaire… il n'y a pas de panacée sociale, il y a tous les jours un progrès à faire, mais non pas de solution immédiate, définitive et complète » (discours du Havre, 18 avril 1872). Clemenceau, du moins celui de *La Mêlée sociale* (1895) et du *Grand Pan* (1896), puis Jaurès, tout au long de sa vie, vont poser le problème autrement. Mais en intégrant finalement dans leurs réflexions les objections de Gambetta et en tenant compte de ses leçons de méthode républicaine. C'est pourquoi Gambetta demeure une des figures tutélaires de la gauche du XXI^e^ siècle, à la fois comme fondateur et comme critique d'une part d'elle-même, homme d'action concrète et de pensée lucide, l'incarnation d'une indispensable complexité et des contradictions de la politique.

1. Signalons néanmoins la publication récente de *Le 4 septembre 1870* chez Perrin, coll. « Tempus », de l'avocat et essayiste

Pierre Cornut-Gentille, ainsi que diverses contributions d'Éric Anceau, historien du Second Empire et maître de conférences HDR à Paris-IV. Rappelons également l'article d'Olivier Le Trocquer « Mémoire et interprétation du 4 septembre 1870 : le sens de l'oubli » dans *Temporalités*, n°5, 2006. L'exposition sur *Napoléon III et Gambetta, deux hommes en guerre* (29 mars-31 octobre 2020), à Loigny-la-Bataille que nous n'avons pas pu voir évoque sans doute aussi l'événement.

2. François Roth, *La Guerre de 70*, Paris, Fayard, 1990.
3. Marc César et Laure Godineau (dir.), *La Commune de 1871, une relecture*, Grâne, Créaphis Éditions, 2019.
4. Jacqueline Lalouette, *Jours de fête. Jours fériés et fêtes légales dans la France contemporaine*, Paris, Tallandier, 2010, p. 32.
5. Juliette Adam, *Après l'abandon de la Revanche*, Paris, Lemerre, 1890, p. 229, cité par Jacqueline Lalouette, *op. cit.*, p. 39.
6. Biographies et publication des écrits et discours de Gambetta abondent. Voir Jean-Marie Mayeur, *Léon Gambetta. La Patrie et la République*, Paris, Fayard, 2008 pour en avoir une présentation synthétique et ordonnée.
7. Philip Nord, *The Republican Moment. Struggles for Democracy in Nineteenth-Century France*, Cambridge (États-Unis), Harvard University Press, 1995, traduit en français par Christophe Jaquet : *Le Moment républicain. Combats pour la démocratie dans la France du xix^e siècle*, préface de Vincent Duclert, Paris, Armand Colin, 2013. Et pour le « moment d'après », voir d'abord Maurice Agulhon, *La République de 1880 à nos jours*, Paris, Hachette, 1990 et 1997.
8. Jean Jaurès, « Hier et demain », *L'Humanité*, 18 mars 1907.
9. ean Jaurès, « La Commune » *Le Matin*, 10 juin 1896.
10. Stephen W. Sawyer, *Adolphe Thiers. La contingence et le pouvoir*, Paris, Armand Colin, 2018.
11. Jean Jaurès, « Lettre à M. Jules Julien », 4 décembre 1880, *Œuvres de Jean Jaurès, t. 1, Les années de jeunesse*, Paris, Fayard, 2009, p. 76-77.
12. Jean Jaurès, *De la réalité du monde sensible*, Paris, Alcan, 1891, rééd. *Philosopher à trente ans*, t. 3 des *Œuvres de Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2000, p. 226.
13. Jean Garrigues, *La République des hommes d'affaires*, Paris, Aubier, 1997.
14. Jean Jaurès, *Le socialisme et le radicalisme en 1885. Préface aux Discours parlementaires*, Paris, Cornély, 1904, rééd. *Bloc des gauches*, t. 9 des *Œuvres de Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2016, p. 167.
15. Stylite Paulard, « Gambettisme », *Le Prolétaire*, 18 décembre 1880. Sur les « possibilistes », voir Emmanuel Jousse, *Les Hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917)*, Paris, Fayard, 2017.
16. Cité par Pierre Barral, *Les Fondateurs de la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 1968.